

## Après les municipales, les gauches regardent (déjà) vers la présidentielle

PAR PAULINE GRAULLE

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 12 JUILLET 2020



À Marseille, Michèle Rubirola, élue maire depuis, entourée d'Olivier Faure (PS) et de Julien Bayou (EELV), le 28 juin 2020. © Christophe SIMON / AFP

Les grandes manœuvres ont commencé en vue de l'élection présidentielle de 2022. Pour l'heure, l'espace se divise en deux blocs, avec d'un côté La France insoumise et, de l'autre, un rassemblement autour des écologistes et du PS. Mais le paysage reste mouvant.

Des petits nouveaux qui remportent des villes au nez et à la barbe des barons locaux, une dynamique venue d'en bas, le collectif plus que les ambitions individuelles... Il semble déjà loin le vent de fraîcheur venu des municipales ! Aussitôt le second tour passé, les « présidentiables » de la gauche et de l'écologie ont tôt fait de reprendre du service. En ligne de mire : 2022.

Vingt-quatre heures à peine après **l'incroyable victoire** de Michèle Rubirola à Marseille, l'eurodéputé vert Yannick Jadot lançait l'offensive, rappelant dans *Le Journal du dimanche* du 5 juillet qu'il se « prépar[ait] ». Le même jour, Éric Piolle, maire écologiste de Grenoble, affirmait sur RTL vouloir « que [son] espace politique gagne », et n'excluait pas d'en être l'incarnation. Au même moment, Jean-Luc Mélenchon s'employait pour sa part, lors d'un meeting en ligne devant ses sympathisants, à refermer *fissa*

la parenthèse des municipales, arguant que « *notre peuple a compris qu'il y a une élection qui compte dans ce pays : l'élection présidentielle* ».



À Marseille, Michèle Rubirola, élue maire depuis, entourée d'Olivier Faure (PS) et de Julien Bayou (EELV), le 28 juin 2020. © Christophe SIMON / AFP

Des municipales à la présidentielle, il n'y aurait donc qu'un pas ? Pour le PS et les écologistes, les conquêtes enregistrées fin juin ouvrent en tout cas une nouvelle page. Dans le parti d'Olivier Faure, qui **a plutôt réussi** son pari électoral, le scrutin est une démonstration qu'il faut créer d'urgence un « *blocécologique et social* ». À Europe Écologie-Les Verts (EELV), Julien Bayou, secrétaire national, estime qu'« *il n'est pas impossible qu'on ait joué une partition gagnante* » et qu'un « *espace s'ouvre* ». Même souffle d'optimisme chez Génération.s, dont le porte-parole, Benjamin Lucas, voit dans les élections un basculement : « *Ce moment de l'écologie et de la gauche qui a été celui des municipales prouve que 2022, c'est possible !* »

« *En dépit de toutes les réserves que l'on peut formuler sur le scrutin – la faible participation, le vote écologiste concentré dans les grands centres urbains –, le fait est que le champ de ruines qui existait jusque-là est désormais derrière nous*, résume Christian Paul, ancien député socialiste, qui milite de longue date pour un candidat unique à la gauche de Macron. *Les partis, associations, syndicats doivent dorénavant prendre acte de l'injonction de la société civile à prolonger ce succès : ils doivent se dépasser et cesser les jeux fratricides.* »

À l'orée des vacances d'été, force est de constater que la tectonique des plaques politiques bouge plutôt en ce sens. Outre les textes unitaires qui ont fleuri ces derniers mois, une foule de rendez-vous mélangeant les Verts, les roses et les rouges est au programme de la rentrée prochaine. Certes, l'idée d'une université d'été commune aux partis de la gauche et de l'écologie a fait

long feu. Néanmoins, des invitations réciproques ont été lancées pour les journées d'été d'EELV (à Pantin), de La France insoumise (à Valence) et du PS (à Blois) qui auront lieu toutes trois fin août.

Début septembre, la 2<sup>e</sup> édition du « Festival des idées », organisée par Christian Paul à la Charité-sur-Loire pour faire débattre partis politiques et société civile, sera une étape supplémentaire. En parallèle, des actions réunissant syndicats, associations et responsables politiques dans la lignée de l'appel « **Plus jamais ça** » sont elles aussi prévues à la rentrée.

*« J'essaie de tenir un décompte de toutes les initiatives unitaires, mais je n'y arrive pas tellement il y en a »,* glisse l'eurodéputé Gauche républicaine et socialiste Emmanuel Maurel, qui prépare, à l'automne, les rencontres de la « *gauche républicaine* ».

Dans la droite ligne des **discussions sur les diverses boucles Zoom** pendant la période du confinement, les partis seront encore amenés à se retrouver, courant octobre, avec les réseaux associatifs et citoyens pour une opération baptisée « *Initiative commune* ». Objectif : phosphorer sur des mesures « *qui rassemblent* », comme un prélude à l'élaboration d'un programme commun pour l'écologie et la gauche en 2022. « *Il y a déjà un début de projet avec les 45 propositions faites par "Plus jamais ça" : ça fait une bonne base pour créer un bloc de transition écologique dans la justice sociale* », précise Julien Bayou.

Reste que d'ici à 2022, la dynamique politique risque d'être soumise à des forces contradictoires. D'un côté, il faut compter avec la pression des « unionistes », dont la ligne stratégique a, estiment-ils, fait ses preuves aux municipales. Mais, de l'autre, les carrières personnelles, les différends idéologiques (le rapport à l'Europe, à la croissance...) et stratégiques (qui est en mesure de gagner, et avec qui ?) poussent à un éclatement des candidatures.

Pour l'heure, le paysage se divise donc en deux grands blocs aux périmètres distincts. Jean-Luc Mélenchon prône un rassemblement autour de son programme de 2017, « *L'Avenir en commun* », sur une ligne de rupture. Après avoir marché main dans la main aux

municipales, les Verts et le Parti socialiste tentent quant à eux de trouver la bonne manière de continuer de cheminer ensemble. Une affaire encore loin d'être réglée, étant donné le souvenir encore vivace et douloureux du quinquennat Hollande.

### Batailles de personnes

À La France insoumise, les choses semblent simples : fort de son bon score en 2017, et **s'appuyant sur la période chaotique** de la crise sanitaire pour rebâtir sa stature d'homme d'État, Jean-Luc Mélenchon ne fait pas mystère du fait qu'il rempilera pour une troisième (et dernière) candidature à la fonction suprême. Il lui reste à choisir le bon moment pour l'annoncer.

Le député de Marseille part avec un handicap : même si sa formation a gagné une mairie de secteur à Marseille et conquis une ville du Nord, faute de stratégie lisible, les municipales ont été un nouveau coup dur après l'échec cuisant des européennes en 2019. « *C'est des élections municipales, il ne faut pas non plus faire des plans sur la comète* », minimise depuis le 28 juin Jean-Luc Mélenchon, rappelant l'abstention massive chez les classes populaires qu'il entend représenter en 2022. « *La photo qui a été prise lors des municipales, c'est celle du vote de la bourgeoisie, abonde son lieutenant, le député Éric Coquerel. Il n'y a pas mieux que Jean-Luc pour conduire une campagne présidentielle.* »



Jean-Luc Mélenchon, à Marseille, le soir du second tour des municipales. © CLEMENT MAHOUEAU / AFP

Sur le fond, les Insoumis, dont le ton s'est considérablement adouci à l'endroit du Parti communiste, sont également persuadés que les velléités d'union autour des Verts et du PS déboucheront sur une synthèse politique molle qu'ils nomment d'ores et déjà « *social-démocratie écolisée* » ou « *force écolo-libérale* ».

Chez les Verts, ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon, jugé de toute façon « incontrôlable », qui apparaît comme un obstacle, mais plutôt les dynamiques internes, plus complexes qu'à La France insoumise. D'abord parce qu'on se méfie, là aussi, du mantra de l'union. « *On n'est pas là pour rassembler la "gauche"* », ne cesse de répéter Julien Bayou, qui craint que cette entreprise aboutisse non seulement à une dilution de l'écologie dans la social-démocratie, mais aussi à un rétrécissement de l'espace électoral.

Il faut également veiller à ne pas se mettre à dos les partenaires écologistes de la première heure : l'an dernier, presque jour pour jour, **EELV scellait ainsi un accord** avec la députée Delphine Batho (Génération Écologie), Corinne Lepage (Cap21) ou Jean-Marc Governatori (Alliance écologiste indépendante). Or, tous ont en horreur la « *vieille gauche productiviste* » – et le PS en particulier.

Par ailleurs, si une alliance avec Génération.s est dans les tuyaux (« *mais ce ne peut être un simple cartel entre partis* », prévient Benjamin Lucas), le PS n'en a pas fini avec ses déchirements et ses ambiguïtés. Si Olivier Faure prône, depuis son élection en 2018 à la tête du parti à la rose, un « *dépassement* » stratégique, encore doit-il faire valider sa ligne au prochain congrès, qui aura lieu à la fin 2020. Or les courants contraires sont puissants...

Il faut ajouter à cela les batailles de personnes et de stratégies, qui ont repris en sourdine chez les Verts. Tandis que Yannick Jadot voudrait être rapidement lancé sur orbite pour 2022, Éric Piolle se prépare lui aussi à sa manière : rencontres avec des journalistes, des élus, passages dans les matinales...

Le maire de Grenoble lancera aussi, fin juillet, un nouveau collectif de maires avec Anne Hidalgo. Baptisé « *Cités en commun* », ce réseau devrait regrouper la « *nouvelle génération* » d'édiles socialistes (Nathalie Appéré à Rennes, Johanna Rolland à Nantes, peut-être Michaël Delafosse, le nouveau maire de Montpellier) et les maires écolos fraîchement élus, dont la plupart sont plus « piollistes »

que « jadotistes ». Si l'idée de ce collectif vise à réfléchir aux problématiques municipales (logement, mobilités, lutte contre la pollution), tout le monde a bien compris qu'il pourrait également constituer le creuset de l'« arc humaniste » qu'Éric Piolle appelle de ses vœux pour battre Macron. La maire socialiste de Paris et, espère-t-il, l'Insoumis François Ruffin pourraient être ses précieux alliés.

Piolle ou Jadot ? Julien Bayou n'a surtout pas envie d'entrer dans ces querelles qui rappellent les sombres heures des Verts. « *Il faut y aller pas à pas* », temporise-t-il. « *Mais il y aura une prime à celui ou celle qui jouera le plus collectif* », ajoute-t-il comme un avertissement.

L'écologiste indique vouloir résoudre la délicate question de la nomination du candidat par un « vote » qui serait organisé avant l'été 2021, mais dont il se garde bien de préciser quelle forme il prendrait (vote interne ou ouvert à d'autres partis ?), sachant que, du PS aux écologistes, on garde un fort mauvais souvenir de la primaire dite « *de la Belle Alliance populaire* » qui avait précédé l'élection de 2017.

En attendant, il faut aussi négocier avec tact le virage à venir des élections régionales,  **finalement maintenues**  au printemps prochain. Des alliances nationales de premier tour entre le PS et les Verts sont pour l'instant exclues, sauf peut-être dans les régions où le risque Rassemblement national est fort. À La France insoumise, les discussions stratégiques n'ont pas eu lieu, mais Éric Coquerel annonce déjà vouloir éviter de reproduire l'effacement qui a coûté cher au mouvement pendant les municipales : « *À un an de la présidentielle, on ne pourra pas se permettre d'être invisibilisés.* »

Quoi qu'il en soit, la suite promet de ne pas être un long fleuve tranquille. Christian Paul repense aux 18 mois qui ont précédé la victoire du printemps marseillais dans la cité phocéenne : les déchirements, les découragements, les batailles livrées par les candidats locaux contre leurs propres états-majors nationaux... « *Une chose est sûre, rit-il, pendant deux ans, on va souffrir !* »

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.